



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 17 DÉCEMBRE 2015

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Habitat, Cohésion Sociale et  
Emploi

L'an deux mille quinze le dix sept décembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

| Nombre de Membres                  |             |                                     |
|------------------------------------|-------------|-------------------------------------|
| Afférents au Conseil Communautaire | En exercice | Qui ont pris part à la délibération |
| 63                                 | 63          | 61                                  |

Objet de la délibération:

**Programme Local de l'Habitat - Lancement de la procédure - Désignation des personnes morales associées**

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉS :**

Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain HAINAUT pouvoir à Sophie DUFOUR, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI

**ABSENTS :**

Grégory LOEW, David SONNEVILLE

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Monsieur Christophe CARRIERE

**RAPPORTEUR** : Monsieur Claude ALEMAGNA

Transmis le : 22 DEC. 2015

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Affiché le 23 DEC. 2015

La délibération C\_2010\_ – 51 en date du 12 mai 2010 a approuvé le Programme Local de l'Habitat (PLH) pour une durée de six années.

Exécutoire depuis, ce document arrive désormais à son terme : il convient d'ores et déjà de procéder à l'élaboration du prochain PLH, pour la période 2017-2022.

De plus, la loi n°2013-61 du 18 janvier 2013 relative à « la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social » emporte un certain nombre de modifications du PLH en vigueur, notamment dans ses objectifs de production, confirmant son obsolescence.

Le PLH est le document qui formalise la politique locale de l'habitat, dans toutes ses composantes. Il est établi par la Communauté d'Agglomération Dracénoise pour l'ensemble de ses communes membres.

Il définit, pour une durée au moins égale à six ans, les objectifs et les principes d'une politique visant :

- à répondre aux besoins en logements et en hébergement,
- à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale,
- à améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées.

Ces éléments sont envisagés à l'échelle des communes puis à l'échelle des quartiers d'une même commune, dans une optique de répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

Ces objectifs et ces principes tiennent compte de l'évolution démographique et économique, de l'évaluation des besoins des habitants actuels et futurs, de la desserte en transports des équipements publics, de la nécessité de lutter contre l'étalement urbain et des options d'aménagement déterminées par le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) ainsi que du Plan local d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PLALHPD).

Le PLH comporte un diagnostic sur le fonctionnement des marchés du logement et sur la situation de l'hébergement, analysant les différents segments de l'offre de logements, privés et sociaux, individuels et collectifs, de l'offre d'hébergement ainsi que l'offre foncière.

Ce diagnostic inclut un repérage des situations d'habitat indigne et des copropriétés dégradées.

Il définit les conditions de mise en place d'un dispositif d'observation de l'habitat sur son territoire.

Le PLH indique également les moyens à mettre en œuvre pour satisfaire les besoins en logements et en places d'hébergement, dans le respect du droit au logement et de la mixité sociale dans le cadre d'une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

Pour cela, le PLH précise :

- Les objectifs de l'offre nouvelle ;
- Les actions à mener en vue de l'amélioration et de la réhabilitation du parc existant, qu'il soit public ou privé, notamment les actions de prévention et d'accompagnement ;  
A cette fin, il précise les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat, le cas échéant, les actions de lutte contre l'habitat indigne.
- Les actions et opérations de requalification des quartiers anciens dégradés ;

- Les actions et opérations de rénovation urbaine et de renouvellement urbain ;
- La typologie des logements à construire au regard de l'évaluation de la situation économique et sociale des habitants et futurs habitants ainsi que de son évolution prévisible. Cette typologie se décline à travers l'offre de logements locatifs sociaux (Prêts Locatifs Sociaux [PLS] et Prêts Locatifs à Usage Social [PLUS] et très sociaux (Prêts Locatifs Aidés d'Intégration [PLAI]) ainsi que l'offre privée conventionnée Anah, sociale et très sociale ;
- Les réponses apportées aux besoins particuliers des personnes mal logées, défavorisées ou présentant des difficultés particulières ;
- Les réponses apportées aux besoins particuliers des étudiants.

Le PLH fait également l'objet d'un programme d'actions détaillé par commune et, le cas échéant, par secteurs géographiques indiquant :

- Le nombre et les types de logements à réaliser,
- Les moyens, notamment fonciers, à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs et principes fixés,
- L'échéancier prévisionnel de réalisation de logements et du lancement d'opérations d'aménagement de compétence communautaire.

Le PLH doit être compatible avec le SCoT et ainsi respecter les orientations d'aménagement et d'organisation urbaine du territoire.

Les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) doivent être compatibles avec le PLH et favoriser la réalisation des objectifs du PLH à travers leurs dispositions réglementaires.

Il est aussi précisé que l'adoption du PLH permettra la reconduction de la délégation de la gestion des aides à la pierre consentie par l'État.

La Communauté d'Agglomération Dracénoise associera à la procédure d'élaboration du nouveau PLH l'État ainsi que les dix neuf communes de la Communauté d'agglomération, le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil départemental du Var, ainsi que toute personne morale jugée pertinente du fait de sa compétence et de sa connaissance des questions de l'habitat sur son territoire, via les instances de pilotage.

Par ailleurs il sera proposé aux personnes morales associées de participer à la démarche au sein d'un comité de pilotage, d'un comité technique et/ou d'un comité de réflexion.

Pour l'élaboration de ce PLH, la Communauté d'Agglomération Dracénoise aura recours à l'appui d'un prestataire spécialisé.

En conséquence, et vu l'avis de la Commission Habitat du 19 novembre 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- engager la procédure d'élaboration du PLH sur l'ensemble du territoire intercommunal en application des textes législatifs et réglementaires en vigueur,
- associer l'ensemble des personnes morales désignées ci-dessus à l'élaboration du PLH,
- s'engager à notifier aux personnes morales associées à l'élaboration du PLH la présente délibération,
- transmettre au représentant de l'État la présente délibération afin que ce dernier définisse, avec Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, les modalités de son association,
- solliciter le Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur pour l'obtention de la subvention la plus élevée pour la mission d'élaboration qui sera confiée à un prestataire spécialisé.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 17 décembre 2015

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.